

# La rivalité sino-soviétique pour la direction idéologique et politique des pays socialistes

Jacques Lévesque

Volume 1, numéro 1, 1970

La Chine en Asie et dans le monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700004ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700004ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lévesque, J. (1970). La rivalité sino-soviétique pour la direction idéologique et politique des pays socialistes. *Études internationales*, 1(1), 21–28.  
<https://doi.org/10.7202/700004ar>

## LA RIVALITÉ SINO-SOVIÉTIQUE POUR LA DIRECTION IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE DES PAYS SOCIALISTES

Assez curieusement, on pourrait dire que la rivalité sino-soviétique pour la direction idéologique et politique des pays socialistes a été plus grande dans le passé qu'elle ne l'est maintenant. Non pas que les Chinois soient moins intéressés que dans le passé à prendre la direction des pays socialistes, mais simplement il faut reconnaître, et les Chinois le reconnaissent probablement aussi, qu'il n'y a pratiquement plus aujourd'hui de bases objectives sur lesquelles la Chine pourrait s'appuyer pour rivaliser avec l'U.R.S.S. au sein du camp socialiste. Ces bases objectives existaient bien davantage dans le passé et, encore paradoxalement, c'est la politique de la Chine qui a contribué à les détruire.

### Les étapes qualitatives de cette rivalité \*

En se penchant sur un passé plus riche que le présent, mais qui éclaire ce présent, il faut distinguer différentes étapes qualitatives dans la rivalité de la Chine et de l'U.R.S.S. pour la direction des pays socialistes. On pourrait situer une première étape approximativement, en 1956. À cette époque, ce n'était pas encore directement le *leadership* de l'Union soviétique au sein du camp socialiste que contestait la Chine. C'était plutôt la façon dont l'U.R.S.S. exerçait ce *leadership* qui était mise en cause par la Chine. Les dirigeants chinois considéraient alors le camp socialiste, comme une communauté dont les membres devaient être très unis face à l'extérieur, mais entretenir entre eux des relations assez souples, en tout cas beaucoup plus souples que celles qui étaient souhaitées par l'U.R.S.S. à la même époque. Les dirigeants

---

\* Les sous-titres sont de la Direction de la Revue.

Jacques LÉVESQUE est professeur au département de Science politique de l'Université du Québec, à Montréal.

chinois, visant à s'assurer d'une certaine liberté de manœuvre, demandaient que l'unité des pays socialistes autour de l'U.R.S.S. soit beaucoup moins rigide qu'elle ne l'était sous Staline. Alors que ce dernier exigeait de tous les pays socialistes l'imitation du modèle soviétique de construction socialiste comme condition nécessaire de l'unité du camp socialiste, les Chinois souhaitaient alors la reconnaissance par l'U.R.S.S. de la pluralité des voies pouvant conduire au socialisme. Dans cette optique, ils étaient donc favorables à un relâchement de l'autorité et du contrôle soviétique sur le monde communiste <sup>1</sup>.

### Appui aux démocraties populaires de l'Est

Sur une telle base, au sortir de la période stalinienne, la politique chinoise pouvait bénéficier d'un potentiel d'influence assez fort dans les autres pays socialistes. En effet, même les plus orthodoxes et les plus staliniens des dirigeants communistes de l'Europe de l'Est pouvaient souhaiter un relâchement du contrôle soviétique qui était devenu tellement étroit et tâillon qu'il nuisait à l'application rationnelle et efficace du modèle soviétique en Europe de l'Est. Cependant, la Chine qui se trouvait à cette époque dans une phase libérale et qui poursuivait une politique intérieure de déstalinisation beaucoup moins superficielle que celle qui était poursuivie en U.R.S.S. au même moment, donna son appui le plus évident aux démocraties populaires de l'Europe de l'Est qui recherchaient une voie particulière vers le socialisme par le chemin d'une large démocratisation. C'est ainsi qu'à l'automne 1956 les dirigeants chinois soutinrent la Pologne de Gomulka et dans un premier temps, le régime d'Imre Nagy. La diversité du camp socialiste que souhaitaient les dirigeants chinois avait en effet des limites extrêmement rigoureuses, à savoir le maintien de la dictature de prolétariat et de l'alliance militaire face à l'impérialisme. En conséquence ils appuyèrent donc et, selon ce qu'ils déclarèrent par la suite, réclamèrent même l'intervention militaire de l'Union soviétique contre la Hongrie.

Au début de 1957, tout en continuant de soutenir la Pologne de Gomulka, la Chine servit de médiateur entre l'U.R.S.S. et la Pologne. Par le rôle de trait d'union entre l'U.R.S.S. et la Pologne qu'elle se donnait, la Chine pouvait se présenter comme la garante de l'unité du camp socialiste et faire sentir ainsi son poids politique à l'intérieur du camp, comme force d'équilibre et d'harmonie <sup>2</sup>. La conception chinoise de l'unité dans la diversité au sein du camp socialiste commençait donc à s'établir réellement.

L'orientation de la politique chinoise à l'égard de l'unité du camp socialiste allait cependant bientôt changer d'une façon très importante. Contrairement aux dirigeants de l'Union soviétique et des pays socialistes de l'Europe de l'Est qui tirèrent des événements de Hongrie la conclusion qu'il fallait durcir leur politique intérieure, les dirigeants chinois décidèrent d'assouplir davantage la leur. Dans un important discours prononcé en février 1957, Mao Tsé-toung déclara que les événements de

<sup>1</sup> Donald S. ZAGORIA, *The Sino-Soviet Conflict*, Princeton University Press, 1962, chapitre premier.

<sup>2</sup> Jacques LÉVESQUE, *Le conflit sino-soviétique et l'Europe de l'Est*, première partie, chapitre II, à paraître aux Presses de l'Université de Montréal.

Hongrie avait pour causes principales la bureaucratisation, l'incompréhension et l'arbitraire des dirigeants communistes hongrois. Soucieux d'éviter des événements semblables pour la Chine, Mao Tsé-toung relança le célèbre slogan des *Cent Fleurs* qui invitait les communistes chinois à reprendre contact avec la base et demandait à la population chinoise de ne pas hésiter à faire connaître à leurs dirigeants leurs griefs et leurs critiques. Mao Tsé-toung qui se faisait de fières illusions sur le degré de consolidation intérieure de son régime, s'attendait à ce que la plupart des critiques s'expriment dans une optique socialiste. S'il en fut ainsi dans beaucoup de cas, les critiques qui vinrent des milieux intellectuels universitaires remirent en cause plusieurs principes de bases du communisme chinois<sup>3</sup>. Mao Tsé-toung fut alors étonné de constater la persistance de l'idéologie bourgeoise dans les milieux intellectuels. En penseur marxiste, il constata que la superstructure idéologique retardait sur la base socialiste du régime. Il faut voir dans les conséquences qu'il en tira, les premiers germes de la *révolution culturelle* qui surviendra en 1965. Dans l'immédiat, il crut qu'une transformation plus audacieuse de l'infrastructure économique et sociale de son régime forcerait l'adaptation de la superstructure idéologique. Ce fut alors le *grand bond en avant* et les communes populaires. Sur le plan extérieur, la politique chinoise se radicalisa considérablement. Mao considérait qu'il fallait accentuer la lutte contre l'impérialisme mondial qui sous-tendait les vestiges de l'idéologie bourgeoise en Chine. Une mobilisation plus grande des masses chinoises et des masses du monde entier dans la lutte contre l'impérialisme lui paraissait un des moyens primordiaux pour lutter contre l'influence de l'idéologie bourgeoise. Il importe de souligner que la nouvelle politique chinoise ne ressemblait en rien à un repli sur des positions staliniennes, à savoir : bureaucratiques à l'intérieur et isolationnistes à l'extérieur. Il s'agissait en fait d'une politique ultrarévolutionnaire. La conception chinoise à l'égard de l'unité du camp socialiste se modifia en conséquence.

À l'automne 1957, l'U.R.S.S. venait d'expérimenter ses premiers missiles intercontinentaux et avait mis en orbite autour de la terre ses deux premiers spoutniks. L'U.R.S.S. disposait donc alors d'une nette supériorité sur les États-Unis, dans le domaine de la balistique. Au nom des nécessités d'une lutte plus intense contre l'impérialisme, Mao Tsé-toung, lors de la conférence des partis communistes de novembre 1957, jugea utile d'œuvrer dans le sens d'un renforcement de l'autorité de l'Union soviétique au sein du camp socialiste. Il insista pour que l'Union soviétique, dont il misait sur la puissance militaire soit reconnue par les autres pays socialistes comme tête dirigeante de leur camp. Il abandonna la défense de la diversité dans l'unité, pour insister davantage sur l'unité. Il cessa de soutenir la Pologne de Gomulka, contribuant ainsi à renforcer effectivement l'autorité de l'Union soviétique<sup>4</sup>.

Il faut bien dire qu'en renforçant l'autorité de l'Union soviétique Mao Tsé-toung espérait que Khrouchtchev se rendrait compte qu'il avait besoin de son appui pour maintenir l'autorité de l'U.R.S.S. dans le camp socialiste et qu'en conséquence la Chine serait consultée dans l'avenir pour les grandes orientations politiques du camp. Ces espoirs pouvaient se fonder sur la conscience qu'avait Mao Tsé-toung d'ê-

<sup>3</sup> Roderick MCFARQUHAR, *The Hundred Flowers*, Praeger, New-York 1960.

<sup>4</sup> Zbigniew K. BRZEZINSKI, *The Soviet Bloc Unity and Conflict*, Harvard University Press, 1967, chapitre 12.

tre depuis la mort de Staline, le plus grand théoricien vivant de marxisme-léninisme et le plus grand praticien vivant de la révolution socialiste. D'ailleurs, Khrouchtchev avait déjà, en bonne partie, tenu compte de ses recommandations dans les affaires de Pologne et de Hongrie au cours de l'automne précédent.

Le prochain test de l'influence chinoise sur l'Union soviétique pour la direction du camp socialiste allait avoir pour objet la Yougoslavie. Au début de 1958 les relations entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie étaient assez mauvaises du fait que celles-ci avaient refusées de signer le document commun de la Conférence des partis communistes de novembre 1957. La Chine décida de pousser cette nouvelle détérioration des relations soviéto-yougoslaves jusqu'à un point de rupture, ce que Khrouchtchev semblait vouloir éviter. Les dirigeants chinois reprochaient à la Yougoslavie de refuser de se joindre à l'alliance militaire des pays socialistes dans « la lutte de classes que se livraient à l'échelle mondiale le camp socialiste et le camp impérialiste », de reconnaître à la sociale-démocratie un caractère socialiste de recevoir des crédits américains, bref, d'être une tête de pont des États-Unis au sein de la communauté socialiste<sup>5</sup>. En souhaitant l'exclusion formelle et définitive de la Yougoslavie de la communauté socialiste, les dirigeants chinois souhaitaient éviter la contagion de l'exemple yougoslave à d'autres pays socialistes et au premier chef à l'U.R.S.S. elle-même. En effet, ils déclareront plus tard que le rapprochement soviéto-yougoslave de 1955 avait à la longue amené, non pas la Yougoslavie à se rapprocher des positions soviétiques, mais au contraire l'Union soviétique à adopter progressivement la politique de la Yougoslavie notamment sur les questions de la coexistence pacifique avec les pays capitalistes et du passage du capitalisme au socialisme par la voie pacifique<sup>6</sup>.

Dans le test important de l'affaire yougoslave les Chinois réussirent à pousser l'Union soviétique à une rupture presque complète avec la Yougoslavie. Ce succès important allait cependant être de brève durée.

À la fin de 1957 et au début de 1958, les dirigeants soviétiques paraissent avoir tiré de leur succès dans le domaine balistique, une conclusion diamétralement opposée à celle qu'en tirèrent les dirigeants chinois. Alors que ces derniers voyaient dans la nouvelle puissance militaire soviétique un moyen de pression supplémentaire et important contre l'impérialisme, Khrouchtchev y voyait un moyen d'arriver à des gains par la diplomatie, par des discussions sur un pied d'égalité. À l'heure où la Chine misait de plus en plus exclusivement sur des méthodes révolutionnaires, l'U.R.S.S. allait miser de plus en plus sur des méthodes diplomatiques. Ayant donné gain de cause aux Chinois dans l'affaire yougoslave, Khrouchtchev n'entendait pas leur céder sur tous les tableaux. C'est pourquoi, dès la fin de 1958, les attaques chinoises contre la collusion yougoslave avec l'impérialisme américain prenaient une tournure qui visait la politique soviétique elle-même.

Entre-temps, la politique chinoise lors du second conflit soviéto-yougoslave avait valu aux dirigeants de Pékin une sympathie très forte en Albanie. En effet,

<sup>5</sup> Voir quelques textes chinois et soviétiques dans R. BAAS, et E. MARBURY, editor, *The Soviet-Yugoslav Controversy 1948 - 1958*, Prospect Books, New York 1959.

<sup>6</sup> *La Yougoslavie est-elle un pays socialiste ?* À propos de la lettre ouverte du Comité central du P.C.U.S. (III), Éditions en langues étrangères, Pékin, 1963.

depuis 1948 la lutte idéologique et politique contre la Yougoslavie, était devenue la pierre de touche de la politique extérieure albanaise. Au moment de la réconciliation soviéto-yougoslave de 1955, Khrouchtchev avait fait des pressions très fortes et peu diplomatiques sur les dirigeants albanais pour les forcer à réhabiliter ceux des anciens dirigeants albanais qui, avant 1948, s'étaient montrés favorables à une fédération avec la Yougoslavie. En plus de devoir remettre en cause le fondement principal de leur politique extérieure, les dirigeants albanais craignirent de faire les frais de la réconciliation soviéto-yougoslave<sup>7</sup>. Pour faciliter sa réconciliation avec Tito, Khrouchtchev avait en effet intérêt à les faire remplacer et qui plus est, ils parurent avoir été obsédés par la pensée que Khrouchtchev offrirait l'Albanie à la Yougoslavie, comme prime de réconciliation.

Ainsi, assez curieusement, à partir du cas albanais, des dirigeants chinois qui poursuivaient une politique ultrarévolutionnaire allaient rencontrer de la sympathie chez les dirigeants les plus conservateurs et les plus staliniens de l'Europe de l'Est. Le paradoxe s'explique pourtant assez facilement. En accusant les dirigeants soviétiques à travers la Yougoslavie, d'avoir trahi les principes de bases de marxisme-léninisme, la politique chinoise impliquait au moins un élément de conservatisme doctrinal important qui allait servir de base à des dirigeants staliniens est-européens pour s'opposer à différentes innovations de la politique de Khrouchtchev. Ainsi, après les dirigeants albanais, à partir de 1960, les dirigeants roumains se sentirent encouragés par les positions idéologiques de la Chine, à refuser les projets soviétiques de spécialisation économique des pays du camp socialiste que Khrouchtchev poursuivait dans le but d'une plus grande intégration économique et aussi, politique, du bloc est-européen. Les dirigeants staliniens de la Roumanie savaient fort bien que par suite des attaques chinoises, Khrouchtchev se trouvait sur la défensive, constamment forcé de justifier en termes d'orthodoxie marxiste-léniniste toutes ses initiatives politiques. C'est pourquoi ils se sentirent forts d'affirmer que leur politique de développement de toutes les branches de l'économie roumaine était des plus conformes à l'expérience soviétique et par conséquent à l'orthodoxie traditionnelle ; ce que Khrouchtchev pouvait difficilement nier. Ainsi furent retardées pendant longtemps les échéances de l'application de la nouvelle politique soviétique d'intégration économique de l'Europe de l'Est. La Roumanie ne songea jamais, à aucun moment, à passer dans le camp chinois. Elle chercha à exploiter les divergences sino-soviétiques pour se tailler une place particulière au sein du camp socialiste. Pendant assez longtemps, elle réussit à maintenir une politique d'équilibre très savamment dosée. Tout en effectuant quelques pas de rapprochement vers la Chine pour faire cesser les pressions de l'U.R.S.S. qui la rappelait à l'ordre, la Roumanie eut soin de ne pas aller assez loin dans son rapprochement avec Pékin pour ne pas encourir de représailles graves, économiques ou autres, de la part de Moscou<sup>8</sup>. Des représailles économiques de la part de l'U.R.S.S. auraient pu en effet avoir des conséquences dramatiques pour la Roumanie.

<sup>7</sup> William E. GRIFFITH, *Albania and The Sino-Soviet Conflict*, M.I.T. Press, Cambridge 1963.

<sup>8</sup> Voir : Stephen FISCHER-GALATI, *The New Rumania*, M.I.T. Press, Cambridge 1967, et Jacques LÉVESQUE, *op. cit.*, deuxième partie, chapitre premier.

À cet égard, on peut dire que la possibilité de passage au camp chinois par des alliés soviétiques de l'Europe de l'Est était limitée par des conditions économiques objectives. Seuls les pays de l'Europe de l'Est les plus petits et les moins développés économiquement pouvaient se permettre de passer radicalement dans le camp chinois et s'aliéner ainsi, économiquement, à la fois l'U.R.S.S. et le monde occidental. Seule une économie peu complexe et peu diversifiée, pouvait se réorienter rapidement vers d'autres partenaires économiques. Seules l'Albanie et la Bulgarie se trouvaient dans ce cas. L'Albanie, nous l'avons dit, passa au camp chinois. Quant à la Bulgarie, il semble qu'il y ait eu un danger réel qu'elle prenne cette voie. C'est ainsi qu'en avril 1965 on apprit qu'avait eu lieu à Sofia une tentative de coup d'État organisée par des militaires de tendance prochinoise<sup>9</sup>. La conjuration fut cependant étouffée dans l'œuf et par la suite, aucun indice ne permit plus de croire que la Bulgarie pourrait éventuellement s'aligner sur Pékin.

### **Appui chinois aux démocraties populaires en lutte contre l'impérialisme américain**

Lorsqu'on regarde du côté des pays socialistes qui n'appartiennent pas à la zone de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire du côté du Nord Viêt-nam, de la Corée du Nord et de Cuba, le problème de la rivalité sino-soviétique s'est posé en des termes bien différents pour ces pays<sup>10</sup>. Au départ, ces trois pays qui se trouvaient et qui se trouvent toujours sur la ligne de feu du combat contre l'impérialisme américain et qui n'ont aucun intérêt au maintien du *statu quo* international, entretenaient un préjugé favorable aux conditions idéologiques et politiques de la Chine. À Cuba comme au Viêt-nam, la tradition de la guerre révolutionnaire pouvait servir de base à un puissant courant de sympathie envers la Chine qui la recommandait comme méthode révolutionnaire pour l'ensemble du tiers monde. De plus, la Corée du Nord et le Nord Viêt-nam étaient des partenaires économiques naturels de la Chine. Sur ce point, il en allait différemment pour Cuba et c'est sans doute ce qui explique sa plus grande discrétion dans la manifestation de sa sympathie à l'endroit des positions chinoises.

Pour Hô Chi Minh, ancien militant du Komintern, l'éclatement public du conflit sino-soviétique à la fin de 1961 fut un événement dramatique. Pendant plus d'un an, il s'efforcera de rester neutre dans le conflit, multipliant les témoignages d'amitié tant envers l'U.R.S.S. qu'envers la Chine. Cependant, les sympathies idéologiques et politiques du Nord Viêt-nam s'orientèrent progressivement vers la Chine, particulièrement en 1963, avec l'intensification de la guérilla au Sud Viêt-nam. Tout comme la Corée du Nord qui avait évolué plus rapidement vers les positions chinoises, le Nord Viêt-nam s'abstint de critiquer nommément l'U.R.S.S. Cependant,

<sup>9</sup> J. F. BROWN, *Army and Party in Bulgaria*. A study of the Research Institute on Communist Affairs, Columbia University : à paraître.

<sup>10</sup> Pour le Nord Viêt-nam, voir : ZAGORIA, Donald S., *The Vietnam Triangle*, Pegasus Press, 1968. Pour la Corée du Nord, voir : KUN, Joseph C., « North Korea ; Between Moscow and Peking », *The China Quarterly*, n° 31, juillet-septembre 1967. Pour Cuba, voir : SUAREZ, A., *Cuba : Castroism and Communism, 1959 - 1956*, M.I.T. Press, Cambridge 1967.

les positions politiques des deux pays constituaient des critiques implicites de l'Union soviétique et les observateurs politiques n'entretenaient aucun doute quant à leur appartenance au camp chinois.

Du côté de Cuba, les choses étaient beaucoup moins claires. La dépendance de Cuba à l'égard de l'U.R.S.S. pour ses échanges économiques et ses fournitures militaires empêchaient d'envisager une orientation caractérisée du régime cubain vers les positions chinoises. Cependant les frictions entre Cuba et l'U.R.S.S. étaient très nombreuses et beaucoup d'entre elles rapprochaient objectivement le régime cubain de celui de Pékin. Ainsi, lors de la crise de Cuba de l'automne 1962, Fidel Castro posa cinq conditions au retrait des fusées soviétiques de son pays, conditions qui furent approuvées immédiatement par la Chine, mais que Khrouchtchev ne put respecter, s'étant déjà entendu directement avec les Américains ; ce qui prenait l'allure d'une confirmation des accusations chinoises au sujet concernant les ententes soviéto-américaines qui se faisaient sur le dos des alliés socialistes. De même, au début de 1963, Fidel Castro, à l'instar des dirigeants chinois, refusa de signer le traité sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires en employant des arguments similaires à ceux de Pékin selon lesquels le traité allait avoir pour effet de confirmer le *statu quo* international.

La fin de 1964 et l'année 1965 marquèrent un tournant capital pour l'influence de l'Union soviétique et de la Chine auprès du Nord Viêt-nam, de la Corée du Nord et de Cuba. Ce tournant a été marqué par deux événements ; d'une part, la chute de Khrouchtchev en U.R.S.S. et d'autre part, le début de la *révolution culturelle* en Chine, à la mi-65. Au début de 1965, les nouveaux dirigeants soviétiques parurent soucieux de reprendre en main, sur une nouvelle base, leurs intérêts politiques au Nord Viêt-nam et en Corée du Nord. En février 1965, le premier ministre Kossiguine effectua une importante visite dans ces deux pays. Au nom du gouvernement soviétique, il leur accorda une aide économique et militaire très importante et engagea le prestige de l'U.R.S.S. dans le soutien de la politique révolutionnaire de Hanoï. Aux yeux du Nord Viêt-nam et de la Corée du Nord, il ne s'agissait pas simplement, là, d'une tactique, mais d'un changement notable de politique, puisqu'au nom de la détente internationale, Khrouchtchev avait refusé jusque-là de soutenir sans équivoque la guérilla au Sud Viêt-nam. En conséquence, les relations de ces deux pays avec l'U.R.S.S. se réchauffèrent considérablement. Le Nord Viêt-nam et la Corée du Nord glissèrent donc vers une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique, ce qui par rapport à la situation précédente représentait un rapprochement de l'Union soviétique et un éloignement de la Chine.

Ceci fut très mal reçu à Pékin, où, avec le début de la révolution culturelle les dirigeants chinois allaient considérablement durcir leurs exigences idéologiques et politiques à l'égard de leurs amis socialistes. La lutte à outrance contre le révisionniste intérieur, que représentait la révolution culturelle chinoise, allait connaître d'importants prolongements extérieurs. Un peu comme le Komintern, à la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir, en Allemagne, exigeait des partis communistes une lutte de premier plan contre les sociaux-démocrates en vue d'une purification des rangs socialistes pour une lutte plus efficace contre le capitalisme, les dirigeants chinois exigèrent de leurs amis une lutte sans merci contre l'Union soviétique et com-



mencèrent à refuser le neutralisme dans le conflit sino-soviétique, comme faisant objectivement le jeu du révisionnisme et de l'impérialisme. Ils s'abstinrent de critiquer ouvertement le Nord Viêt-nam car ils auraient eu mauvaise conscience en le faisant, étant donné que ce pays se trouvait plus réellement et plus concrètement qu'eux, à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme. En septembre 1965, l'impatience des dirigeants chinois les poussa à utiliser des méthodes qu'ils avaient jusqu'alors violemment reprochées à l'Union soviétique, à savoir : la pression économique sur d'autres pays socialistes. C'est ainsi qu'ils décidèrent unilatéralement de réduire leurs exportations de riz vers Cuba qui, à leur gré, ne se montrait pas assez ferme avec les révisionnistes soviétiques. Ceci amena Fidel Castro à dénoncer publiquement le geste de la Chine et nuisit considérablement à son influence à Cuba.

### Isolément actuel de la Chine

Le Nord Viêt-nam, la Corée du Nord et Cuba sont demeurés et demeurent jusqu'ici neutres dans le conflit sino-soviétique. Si l'U.R.S.S. paraît s'accommoder de cette situation, il n'en va pas de même de la Chine. Dans tous ses documents officiels, le gouvernement et le parti communiste chinois leur refusent l'épithète socialiste. Il en va de même pour la Roumanie, pour des raisons similaires. Dans la nouvelle politique sectaire amenée par la révolution culturelle, il semble qu'un pays socialiste pour être considéré comme tel par la Chine, doive dénoncer ouvertement et officiellement, l'ensemble de la politique soviétique. Seule l'Albanie se mérite encore le nom de socialiste dans les écrits chinois actuels. Et encore, la révolution culturelle paraît avoir amené quelques frictions mineures dans les relations entre la Chine et l'Albanie qui à un certain moment s'était montrée hésitante dans l'application des normes de la révolution culturelle dans sa politique intérieure.

La Chine se trouve donc actuellement passablement isolée au sein des pays communistes, et ce, en grande partie, à cause de sa propre politique. Les écrits officiels chinois considèrent que cet isolement est sans importance dans le long terme historique. Ils comparent la situation de la Chine à celle de Lénine qui pendant un certain temps a été très isolé lorsqu'il a engagé la lutte à fond contre le socialisme européen et à qui l'histoire a finalement donné raison. C'est dans cette optique qu'on peut dire, qu'à moins d'un changement dans la politique de Pékin, il y a peu de bases actuellement, pour un renforcement de son *leadership* auprès des partis communistes qui sont déjà au pouvoir.